



**70^E ENQUÊTE DE CONJONCTURE
SEMESTRIELLE AUPRÈS DES PME**

**LES PME RÉSISTENT
GRÂCE À LA SOLIDITÉ
DU MARCHÉ INTÉRIEUR**

JANVIER 2020

CE QU'IL FAUT RETENIR

1

L'activité des PME et leurs embauches restent solides en 2019

La croissance du chiffre d'affaires des PME se stabilise en 2019 par rapport à 2018 malgré un tassement de leurs carnets de commande. Les PME accélèreraient globalement leurs embauches en 2019, en particulier les PME de petite taille et celles tournées vers le marché domestique.

2

Le dynamisme des PME centrées sur le marché domestique compense le ralentissement des PME de l'Industrie et des exportatrices

L'activité et les embauches ralentiraient chez les PME industrielles et exportatrices, qui semblent souffrir des tensions commerciales accrues et des incertitudes politiques au niveau international.

3

L'investissement reste dynamique grâce à la bonne santé financière des PME et des conditions de financement très aisées

Porté par des conditions de financement très favorables, l'investissement reste dynamique en 2019. La situation de trésorerie des PME s'est encore améliorée, de même que leur accès au crédit, 90 % des PME n'ayant rencontré aucune difficulté pour financer leurs investissements.

4

Les perspectives restent globalement favorables pour 2020, portées par un marché domestique qui devrait rester dynamique

Les perspectives d'activité et d'emploi restent solides malgré un ralentissement attendu des embauches. Les PME de l'Industrie, et plus particulièrement les exportatrices, continuent de corriger leurs anticipations.

Les chiffres clés

+25



**SOLDE D'OPINION SUR L'ÉVOLUTION ATTENDUE DU
CHIFFRE D'AFFAIRES DES PME EN 2019**

STABLE SUR UN AN

-11



**ÉVOLUTION SUR UN AN DU SOLDE D'OPINION SUR
L'ÉVOLUTION ATTENDUE DU CHIFFRE D'AFFAIRES DES
PME EXPORTATRICES EN 2019**

90%



**PART DES PME N'AYANT PAS RENCONTRÉ DE
DIFFICULTÉS POUR FINANCER LEUR INVESTISSEMENT**

EN HAUSSE D'1 POINT SUR UN AN

+24



**SOLDE D'OPINION SUR L'ÉVOLUTION ATTENDUE DU
CHIFFRE D'AFFAIRES DES PME EN 2020**

STABLE SUR UN AN

SOMMAIRE

- 01. ACTIVITÉ ET EMPLOI**
- 02. SITUATION FINANCIÈRE, ACCÈS AU CRÉDIT ET INVESTISSEMENT**
- 03. PERSPECTIVES 2020**
- 04. EN GUISE DE CONCLUSION**
- 05. MÉTHODOLOGIE**



01.



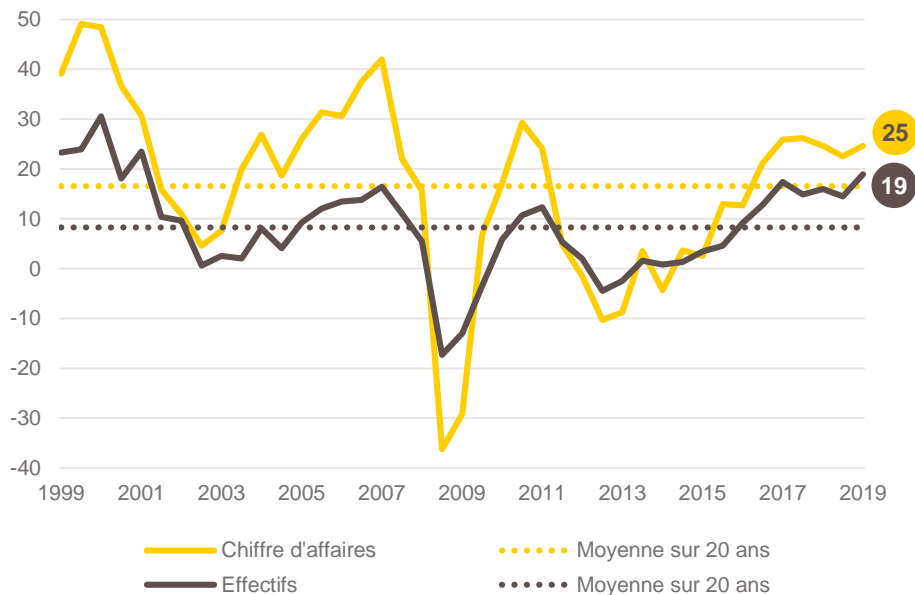
ACTIVITÉ ET EMPLOI

Stabilisation de la croissance de l'activité et accélération des embauches en 2019

Les chefs d'entreprises font part d'une croissance de leur chiffre d'affaires et des embauches encore solide en 2019

• GRAPHIQUE 1 : ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ ET DES EFFECTIFS POUR L'ANNÉE EN COURS

SOLDE D'OPINION EN %



Note de lecture : le solde des opinions opposées sur l'évolution de l'activité pour l'année en cours est passé de +23 à +25 entre les interrogations de mai 2019 et novembre 2019. Il est stable sur 1 an.

Source : Bpifrance Le Lab

Les dirigeants de PME s'attendent à une stabilisation de la croissance de leur chiffre d'affaires, et ce malgré un léger tassement de leurs carnets de commandes sur les 6 derniers mois.

- Le solde d'opinion relatif à l'évolution du chiffre d'affaires de l'année en cours reste stable sur 1 an (à +25), à un niveau encore supérieur à sa moyenne de long terme. Au second semestre 2019, les dirigeants ont regagné la confiance un peu perdue au premier semestre, l'indicateur d'activité ayant gagné 2 points par rapport à mai dernier.
- Les PME prévoient en moyenne une croissance de leur chiffre d'affaires de +3,8% en 2019, identique à la croissance 2018. Les dirigeants ont donc revu à la hausse leurs prévisions, alors qu'ils prévoyaient en moyenne une croissance de leur chiffre d'affaires en 2019 de +2,7% en mai dernier.
- L'indicateur en solde d'opinion sur l'évolution des carnets de commandes, aussi bien actuels qu'à venir, se replie toutefois légèrement (de -3 et -1 points respectivement).

Les chefs d'entreprise auraient accéléré leurs embauches en 2019.

- L'indicateur en solde d'opinion progresse de 3 points sur 1 an (+19) et atteint son niveau le plus haut depuis 2001.



Les résultats de l'enquête sont globalement cohérents avec l'évolution de l'indicateur du climat des affaires de l'Insee, qui s'est stabilisé à un niveau supérieur à sa moyenne long terme (105 en novembre 2019 contre 100 en moyenne sur longue période) après un creux fin 2018 / début 2019. Malgré la stabilisation du climat des affaires, l'Insee prévoit une croissance du PIB français de +1,3% en 2019, en baisse par rapport à 2018 (+1,7%).

Activité

Des évolutions contrastées entre marché intérieur dynamique et marchés extérieurs en perte de vitesse

Les PME des secteurs des Services et de la Construction sont les plus dynamiques. À l'inverse, les PME industrielles et internationalisées pâtissent d'un environnement extérieur plus dégradé.

Une croissance robuste pour les PME orientées vers le marché intérieur.

- Les PME de la Construction et des Services afficheraient une accélération de leur activité (solde d'opinion en hausse de respectivement 7 et 3 points). L'embellie dans la Construction s'explique en partie par l'accélération de l'investissement public, déployé en amont du cycle municipal (cf. Note de conjoncture de l'Insee de décembre 2019).
- L'activité ralentirait en revanche dans l'Industrie (-7 points à +23), où l'indicateur reste toutefois toujours supérieur à sa moyenne de long terme (+18).
- Cette dégradation dans l'industrie est liée à un environnement extérieur moins porteur et plus généralement un cycle industriel mondial en correction depuis plusieurs trimestres.
- Cela se manifeste chez les PME exportatrices, qui font part d'un net ralentissement de leur activité en 2019. Le solde d'opinion sur l'activité baisse de 11 points à +25, au même niveau que le solde d'opinion des PME non exportatrices, qui progresse quant à lui de 4 points.
- L'activité accélérerait dans les TPE (+5 points à +13), relativement peu exposées à l'international.

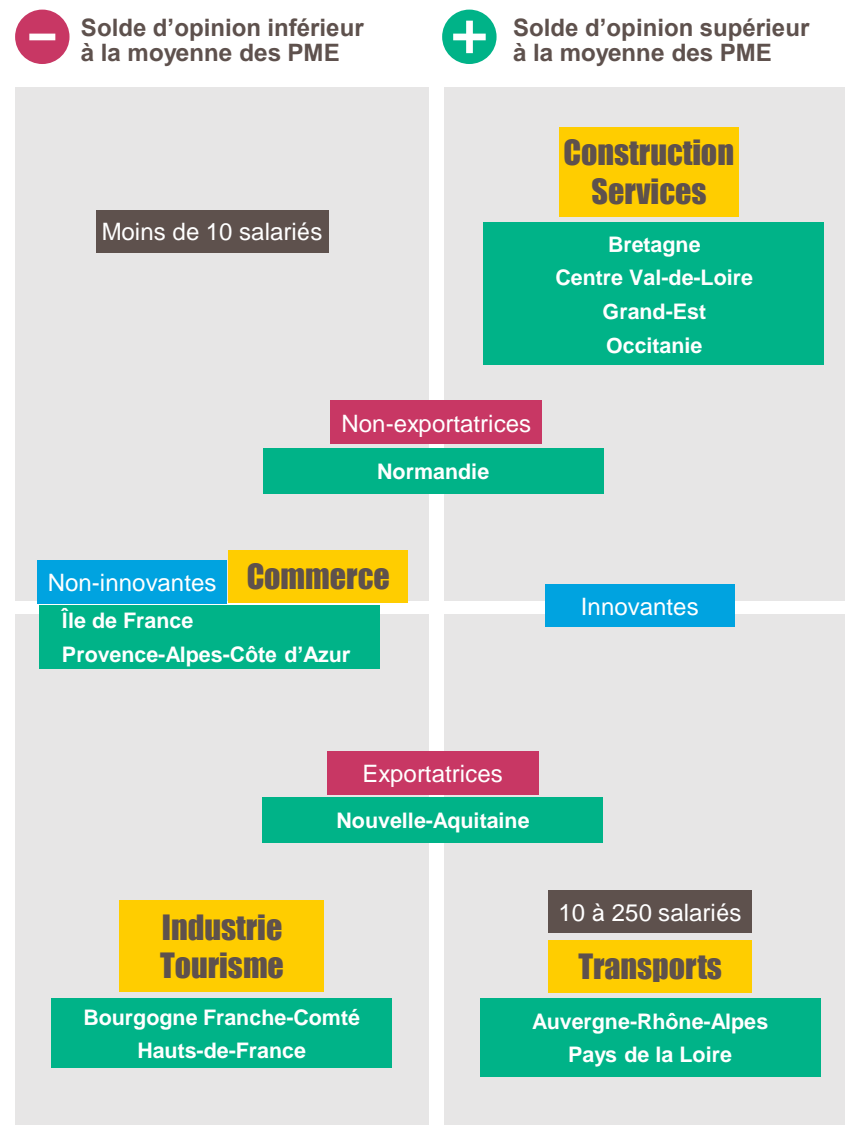
 Cf. focus sectoriel

Les disparités régionales demeurent importantes.

- Les PME du Centre Val-de-Loire et de Provence-Alpes-Côte d'Azur afficheraient une croissance supérieure à 5%. À l'inverse, l'activité des PME ralentirait dans les Hauts-de-France et en Bourgogne-Franche-Comté, régions les moins dynamiques.

 Cf. focus régional

• GRAPHIQUE 2 : NIVEAU ET ÉVOLUTION DU SOLDE D'OPINION RELATIF À L'ACTIVITÉ EN 2019



Source : Bpifrance Le Lab

Emploi

Accélération des embauches

Les PME semblent avoir accéléré leurs embauches en 2019, en particulier celles de petite taille et tournées vers le marché domestique.

Les PME font globalement part d'une accélération de leurs embauches en 2019, hormis dans les Transports et l'Industrie.

- Le solde d'opinion sur l'emploi augmente fortement dans la Construction et le Commerce (de respectivement +9 et +7 points).
- Les chefs d'entreprises auraient en revanche freiné leurs embauches en 2019 par rapport à 2018 dans l'Industrie (-3 points) et les Transports (-3 points), en lien avec le ralentissement de l'activité.

 Cf. *focus sectoriel*

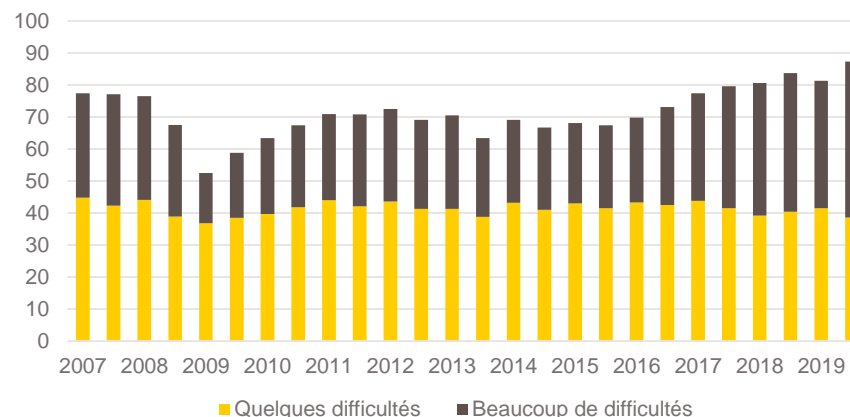
Les embauches accélèreraient essentiellement dans les PME de petite taille et tournées vers le marché domestique, quel que soit le caractère innovant de l'entreprise.

- L'emploi serait plus dynamique en 2019 qu'en 2018 dans les PME de moins de 50 salariés, tandis que les PME de 50 salariés et plus freineraient leurs embauches (+6 points pour les PME de 10 à 19 salariés contre -6 points pour celles de 50 à 99 salariés).
- L'emploi accélèrerait aussi bien dans les PME innovantes (+2 points) que non innovantes (+3 points).
- Malgré le net ralentissement de leur activité, les PME orientées à l'international stabiliseraient globalement leurs embauches (-1 point). L'emploi accélèrerait dans les PME centrées sur le marché domestique (+4 points).

Les difficultés de recrutement demeurent élevées.

- 87 % des chefs d'entreprise ayant cherché à recruter déclarent avoir rencontré des difficultés pour le faire.
- Près de la moitié des chefs d'entreprise font face à d'importantes difficultés de recrutement (49 %). Celles-ci sont particulièrement prégnantes dans la Construction (58 %), le Tourisme (54 %) et l'Industrie (50 %).

GRAPHIQUE 3: PART DES PME AYANT RENCONTRÉ DES DIFFICULTÉS DE RECRUTEMENT (EN %)



Note de lecture : afin d'améliorer la pertinence de l'analyse relative aux difficultés de recrutement, un léger changement méthodologique a eu lieu à l'occasion de la 70^e enquête de conjoncture. Dans les réponses possibles, une modalité « Non concerné » a été ajoutée afin de permettre de limiter l'analyse aux répondants ayant cherché à embaucher. Il est donc recommandé d'interpréter le résultat relatif aux difficultés de recrutement en niveau et non en évolution.

Source : **Bpifrance Le Lab**

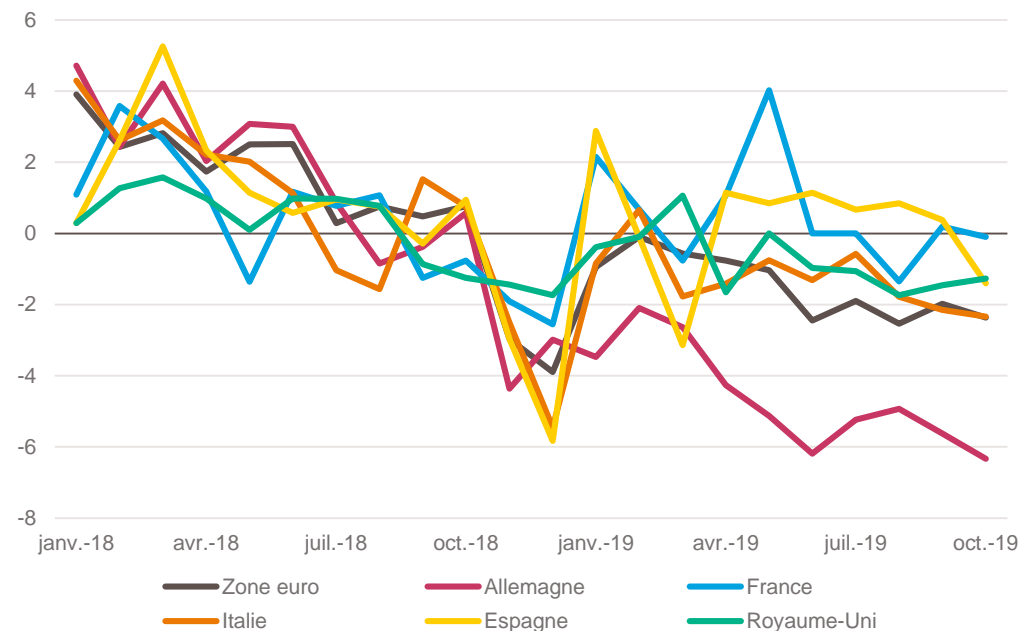


L'accélération des embauches est cohérente avec la croissance soutenue de l'emploi observée depuis le début de l'année : +196 200 créations nettes d'emploi salarié dans le secteur privé sur les trois premiers trimestres de l'année 2019 contre +159 700 sur l'ensemble de l'année 2018. Ce dynamisme peut s'expliquer en partie par la transformation du Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) en baisse de cotisations sociales au 1^{er} janvier 2019. Celle-ci entraînerait un enrichissement de la croissance en emploi qui se traduirait par environ 30 000 emplois supplémentaires en 2019 (cf. l'éclairage de la [Note de conjoncture de décembre 2018 de l'Insee](#)).

Les PME industrielles françaises face au ralentissement conjoncturel mondial

Dans un contexte de tensions commerciales et géopolitiques exacerbées, le commerce international et la production industrielle mondiale sont en fort ralentissement depuis 2018. L'intensification des tensions commerciales, entre les États-Unis et la Chine en particulier, les difficultés du secteur automobile et les incertitudes sur les modalités de sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne contribuent à ce ralentissement.

• GRAPHIQUE 4: CROISSANCE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (GLISSEMENT ANNUAL EN %)



L'industrie européenne, et allemande en particulier, est notamment affectée par un secteur automobile en souffrance, en raison de l'adaptation aux nouvelles normes européennes anti-pollution, de la conversion en cours du parc automobile (diminution de la part du diesel) et du ralentissement de la demande. Les difficultés du secteur automobile transparaissent au niveau mondial, avec une baisse des immatriculations de véhicules particuliers également aux États-Unis et en Chine.

En France, le secteur industriel semble mieux résister que dans les pays voisins, probablement grâce à une moindre exposition aux aléas du commerce mondial et une part plus faible du secteur automobile dans sa production. La production industrielle française a crû de 0,6% sur les 10 premiers mois de l'année 2019 alors qu'elle a reculé de 1,5% en moyenne en zone euro sur la même période (cf. graphique 4). Le climat des affaires dans l'industrie, en dégradation depuis début 2018, continue de se dégrader fin 2019 d'après l'Insee, mais reste à un niveau très proche de sa moyenne de long terme.

Les résultats de notre enquête traduisent de façon tout à fait cohérente une dégradation des perspectives d'activité et d'embauches des PME industrielles pour 2019 par rapport 2018. Les soldes d'opinion restent cependant à des niveaux supérieurs à leur moyenne de long terme, accréditant le fait que le tissu français subit un choc moins prononcé qu'en Italie et surtout en Allemagne.

Le fléchissement des perspectives d'activité est nettement plus prononcé chez les PME industrielles orientées vers l'international. Au sein des PME industrielles, les PME exportatrices (38% d'entre elles) sont nettement plus affectées. Le solde d'opinion sur leur activité diminue de 11 points à +25 pour 2019 (contre -2 points à +23 pour les non-exportatrices) et de 14 points à +27 pour 2020 (contre -2 points à +23 pour les non-exportatrices).

À ce stade, les résultats de notre enquête et ceux de l'Insee ne laissent pas transparaître de transmission aux autres secteurs, au contraire de ce que l'on observe par exemple en Allemagne. En particulier, les chefs d'entreprise du secteur des services restent confiants (le solde d'opinion sur leur activité gagne 3 points en 2019 comme en 2020 à respectivement +27 et +31). Il convient toutefois de rester vigilant alors que les PME industrielles prévoient une poursuite de la correction de leur activité en 2020.



02.

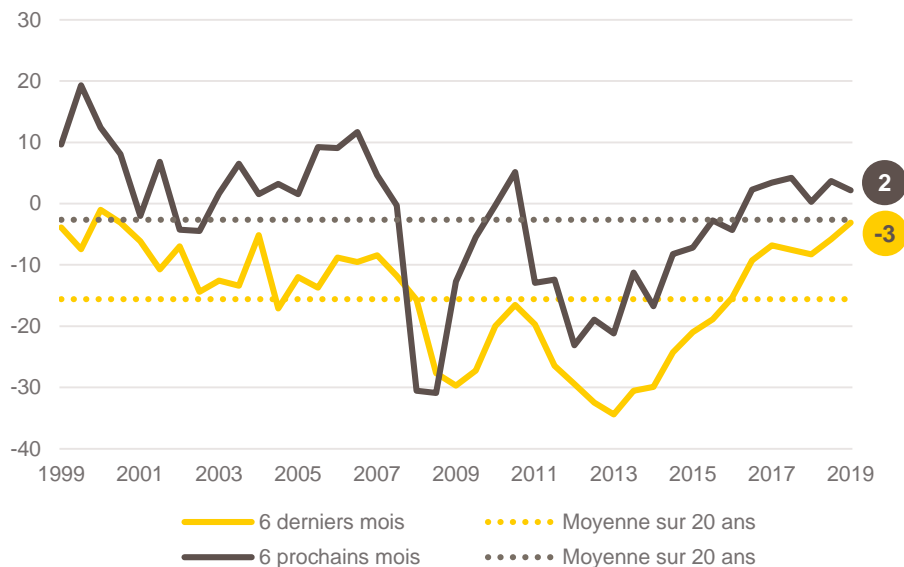


**SITUATION
FINANCIÈRE,
ACCÈS AU CRÉDIT
ET INVESTISSEMENT**

La situation financière des entreprises est toujours particulièrement confortable

La situation financière des PME s'est améliorée ces derniers mois et devrait rester bonne à court terme. Les PME exportatrices anticipent néanmoins une légère dégradation de leur situation de trésorerie.

• GRAPHIQUE 5 : JUGEMENT MOYEN SUR LA SITUATION DE TRÉSORERIE PASSÉE ET FUTURE
SOLDE D'OPINION EN %



Note de lecture : en novembre 2019, la part des PME déclarant une trésorerie difficile durant les 6 derniers mois était supérieure de 3 points à la part déclarant une trésorerie aisée.

Source : Bpifrance Le Lab

Les PME font part d'une situation de trésorerie relativement aisée et qui s'est encore améliorée sur les 12 derniers mois (+5 points en 1 an, à -3).

- L'état de la trésorerie est en amélioration quasi continue depuis 6 ans. Il dépasse désormais sensiblement son niveau d'avant-crise et se situe très nettement au-dessus de sa moyenne de long terme.
- Sur 1 an, les trésoreries se sont assouplies dans tous les secteurs, en particulier dans la Construction (+11 points), les Transports (+8 points) et le Tourisme (+7 points).
- À noter que la trésorerie des PME exportatrices s'est légèrement dégradée (-2 points sur un an) à l'inverse des PME non-exportatrices (+7 points). Le solde d'opinion sur la trésorerie passée est désormais à égalité dans les deux sous-populations, alors qu'il est habituellement plus élevé chez les PME exportatrices.

La situation de trésorerie devrait rester souple dans les 6 prochains mois (+2 points sur 1 an, à +2), hormis dans l'Industrie (-6 points, à -1).

De même, la rentabilité des PME devrait rester bonne.

- 82 % des PME considèrent que leur rentabilité a été « bonne » ou « normale » en 2019, en légère progression sur 1 an (81 % en novembre 2018).
- La rentabilité est attendue aussi bonne en 2020 (solde d'opinion en hausse de +1 point sur un an). Les Transports se démarquent (+6 points). Elle se dégraderait en revanche chez les PME exportatrices (-5 points).

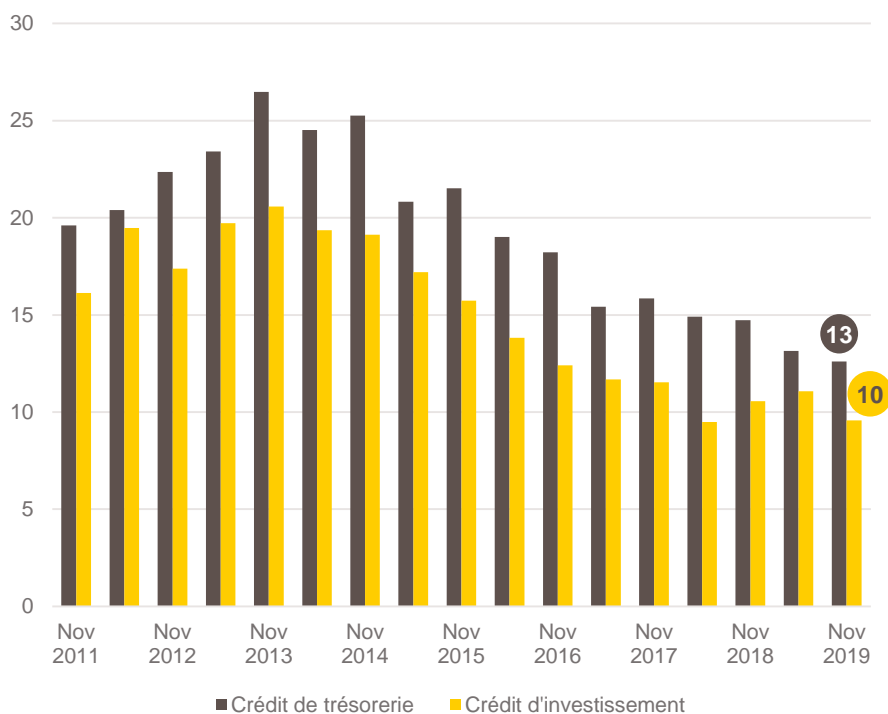


La transformation du Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) en réduction pérenne de cotisations sociales patronales a contribué à un apport supplémentaire de trésorerie pour les entreprises en 2019, pouvant expliquer en partie l'amélioration de l'indicateur relatif à la trésorerie ces 6 derniers mois.

Des conditions d'accès au crédit toujours plus favorables

Les conditions d'accès au crédit pour les PME sont de plus en plus aisées, que ce soit pour financer la trésorerie ou l'investissement.

• **GRAPHIQUE 6 : DIFFICULTÉS D'ACCÈS AU CRÉDIT ASSEZ OU TRÈS DIFFICILE, EN %**



Source : Bpifrance Le Lab

Seules 13 % des PME déclarent avoir rencontré des difficultés d'accès au crédit de trésorerie, un proportion en baisse sur un an (-2 points).

- L'accès au crédit de trésorerie est plus aisé qu'il y a 1 an aussi bien pour les TPE que pour les PME de 10 salariés et plus.
- Les difficultés d'accès au crédit de trésorerie sont en diminution quel que soit le secteur, sauf l'industrie où elles se stabilisent (à 13%). Les difficultés restent nettement plus élevées chez les PME du Tourisme (23% d'entre elles) que dans les autres secteurs (entre 11 et 13%).
- Pour les PME rencontrant des difficultés pour financer leur exploitation courante, la raison principale demeure de loin le niveau insuffisant d'activité et / ou les perspectives trop incertaines (citée par 45% des PME). Vient ensuite le montant trop élevé des garanties exigées (33%).

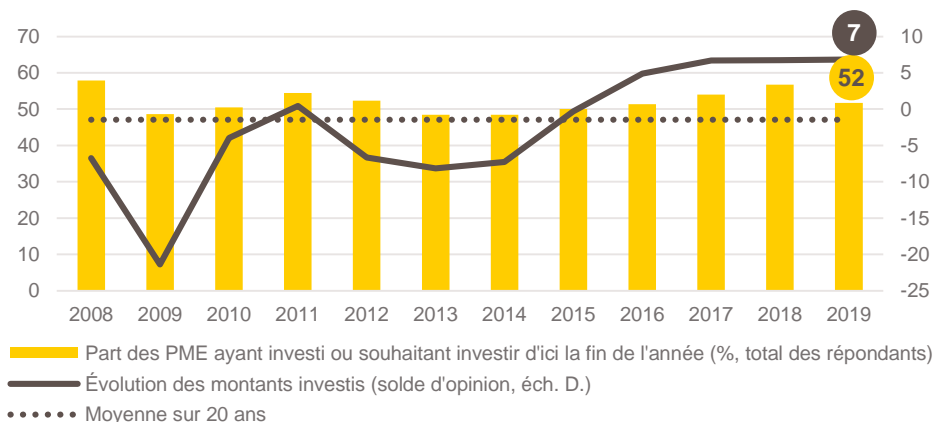
Les difficultés d'accès au crédit d'investissement sont de nouveau en baisse (citées par 10% des PME), après une légère hausse au semestre précédent.

- Seules 10% des PME ont rencontré des difficultés d'accès au crédit d'investissement, une proportion en légère baisse (11% il y a 1 an).
- Sur 6 mois, les difficultés sont en baisse dans tous les secteurs sauf l'Industrie et le Tourisme, où elles sont quasi stables. Là encore, Les PME du Tourisme sont de loin celles qui déclarent le plus de difficultés d'accès (26% d'entre elles contre en 7 et 10% pour les autres secteurs).
- Parmi les entreprises rencontrant des difficultés d'accès au crédit d'investissement, la principale raison reste la fragilité financière de leur entreprise, en hausse (72% contre 68% il y a 1 an). Ce facteur est particulièrement cité chez les PME des Transports et de l'Industrie (respectivement 93% et 86%).

L'investissement reste solide en 2019

L'investissement reste dynamique en 2019, porté par des conditions de financement favorables même s'il est porté par une proportion plus faible de PME.

GRAPHIQUE 7 : ÉVOLUTION DE L'INVESTISSEMENT POUR L'ANNÉE EN COURS



Source : Bpifrance Le Lab

52% des PME déclarent avoir investi ou prévoient de le faire en 2019, une proportion en baisse de 5 points par rapport à l'an passé (pour l'année 2018).

L'indicateur relatif à l'évolution des montants investis est en revanche stable sur 1 an (à +7), toujours bien supérieur à sa moyenne de long terme (-1).

- L'investissement accélérerait dans les Services (+3 points) et conserverait son dynamisme dans la Construction (+1 point) et l'Industrie (stable).
- À l'inverse, il ralentirait nettement dans les Transports (-13 points) et, dans une moindre mesure, le Tourisme (-4 points) et le Commerce (-3 points).

Par destination, on constate une baisse relative de l'investissement mobilier (matériels, véhicules, équipements divers - 55 % contre 63 % il y a 1 an) au profit des investissements immobiliers (36 %, en hausse de 8 points), probablement en lien avec la correction dans le secteur des Transports.

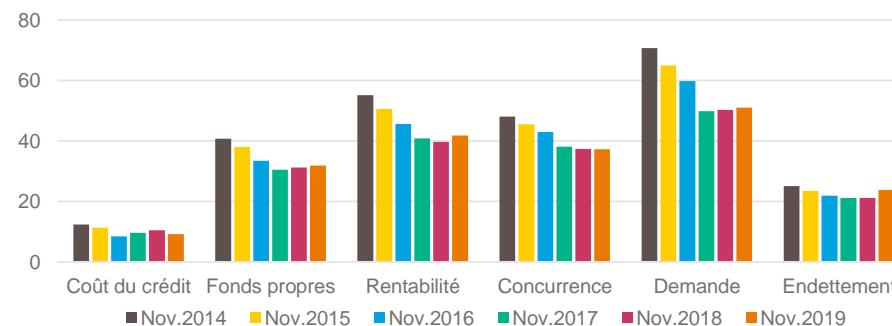
La structure de financement évolue en conséquence : la part des emprunts bancaires à long terme augmente au détriment de ceux à moyen terme.

- 48 % des investissements sont financés *via* crédit-bail mobilier et crédits bancaires de 2 à 7 ans (-5 points sur un an) et 14 % *via* crédit-bail immobilier et prêts bancaires de 8 ans et plus (+8 points).
- 1/3 des investissements sont autofinancés (contre 38 % en novembre dernier), soit une baisse malgré la situation financière aisée des entreprises.

Le principal frein à l'investissement reste la faiblesse de la demande

- La faiblesse de la demande est le principal frein à l'investissement cité par les chefs d'entreprise, quasi stable sur un an (51 % après 50 %).
- Reflet de la bonne santé financière des PME, l'insuffisance de la rentabilité et le manque de fonds propres ne sont mentionnés que par respectivement 42 % et 32 % des dirigeants.
- Dans un contexte de hausse de l'endettement des entreprises françaises, les PME sont un peu plus nombreuses que l'an passé à citer l'endettement excessif comme obstacle à l'investissement (24 %).

GRAPHIQUE 8 : JUGEMENT SUR LES OBSTACLES À L'INVESTISSEMENT - SOLDE D'OPINION EN %



Source : Bpifrance Le Lab



Ce résultat d'une moindre proportion de PME déclarant investir en 2019 par rapport à 2018 se retrouve également dans le [Baromètre Bpifrance Le Lab – Rexecode du 4^e trimestre 2019](#).



03.

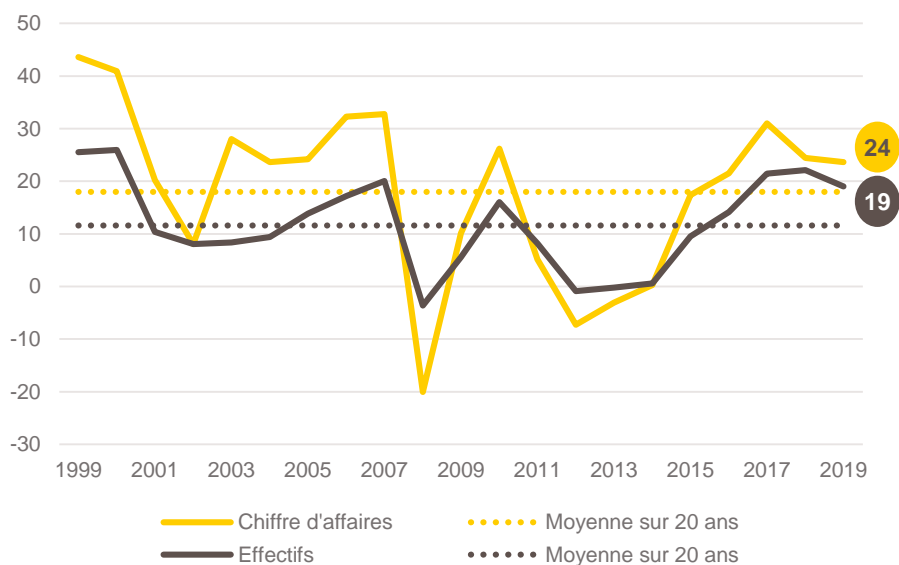


**PERSPECTIVES
2020**

Les perspectives d'activité et d'emploi restent bien orientées pour 2020 même si l'emploi devrait perdre un peu de vitesse

Les PME exportatrices et industrielles apparaissent affectées par le contexte international incertain, tandis que celles tournées vers le marché domestique résistent.

• **GRAPHIQUE 8 : ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ ET DES EFFECTIFS POUR L'ANNÉE SUIVANTE**
SOLDE D'OPINION EN %



Note : le solde d'opinion sur l'évolution de l'activité anticipée pour l'année suivante est resté stable sur 1 an pour s'inscrire à +24 en novembre 2019.

Source : Bpifrance Le Lab

Les perspectives d'activité sont stables sur 1 an.

- L'indicateur prévisionnel d'activité s'établit à +24, stable sur 1 an et toujours au-dessus de sa moyenne de long terme (+18).
- Si les perspectives d'activité s'amélioreraient dans le Tourisme (+8 points sur 1 an), et dans une moindre mesure dans les Transports, la Construction et les Services (respectivement +3, +2 et +2 points), elles se dégraderaient dans le Commerce (-4 points) et surtout l'Industrie (-7 points).
- Ces anticipations plus dégradées dans l'industrie reflètent un contexte international attendu en dégradation par les PME. Les PME exportatrices anticipent un net ralentissement de leur activité en 2020 (-10 points, à +33), à l'inverse des non-exportatrices (+2 point, à +21), même si dans l'absolu elles resteraient le groupe le plus dynamique. Les incertitudes autour des tensions commerciales et de la croissance chez les voisins européens ou au niveau mondial pourraient justifier ce moindre optimisme des PME exportatrices. À noter que les réponses ont été collectées avant la tenue des élections parlementaires britanniques, dont les résultats écartent le scénario d'un *hard Brexit* à court terme, et l'annonce d'un accord commercial préliminaire entre les États-Unis et la Chine.

Les embauches perdraient un peu de leur dynamisme en 2020.

- L'indicateur prévisionnel des effectifs baisse de 3 points sur 1 an (à +19). Il reste nettement au-dessus de sa moyenne de long terme (+12).
- En cohérence avec les résultats sur l'activité, c'est principalement dans le Commerce et l'Industrie que les perspectives d'emploi se dégradent (-7 points). Les embauches seraient également un peu moins dynamiques dans le secteur des Services (-3 points). En revanche, les PME de la Construction prévoient une accélération de leurs embauches (+6 points).
- Les PME exportatrices prévoient un net ralentissement de leurs embauches en 2020 (solde d'opinion en baisse de 9 points, à +25), alors que les non-exportatrices tablent sur une quasi stabilisation de leurs recrutements (-1 point, à +17).



04.



**EN GUISE DE
CONCLUSION**

Des PME globalement toujours confiantes sur les ressorts du marché intérieur, malgré l'environnement extérieur industriel dégradé

Les PME restent globalement confiantes en 2019, ainsi que pour 2020 même si on attend un ralentissement des embauches dans les prochains trimestres.

Au final, les PME bénéficient toujours de conditions économiques domestiques robustes. Seules les PME exportatrices et industrielles pâtissent progressivement de la dégradation de l'environnement international, même si dans une bien moindre mesure que dans d'autres économies européennes, et anticipent une poursuite de ces difficultés pour 2020.

Le cycle économique français reste donc solide aux yeux des PME, ces dernières n'anticipant, à ce stade, a priori pas de contagion marquée de la dégradation récente de l'environnement extérieur.

Conjoncture régionale : synthèse

Les évolutions régionales sont contrastées. Les perspectives d'activité se replient notamment dans les Hauts-de-France et la Bourgogne-Franche-Comté, qui sont les régions les moins dynamiques avec une croissance moyenne anticipée du chiffre d'affaires de moins de 2,0%. À l'inverse, les PME du Centre-Val de Loire, d'Occitanie et de Provence-Alpes-Côte d'Azur l'estiment à plus de 4,5%. Les PME bretonnes et normandes ont revu nettement à la hausse leurs perspectives d'activité pour 2019 (de respectivement 18 et 17 points).

Les PME font part d'une accélération de leurs embauches dans la plupart des régions, notamment le Grand Est, à l'exception de la Provence-Alpes-Côte d'Azur, du Centre-Val de Loire et de la Bourgogne-Franche-Comté. Les embauches restent particulièrement peu dynamiques en Normandie.

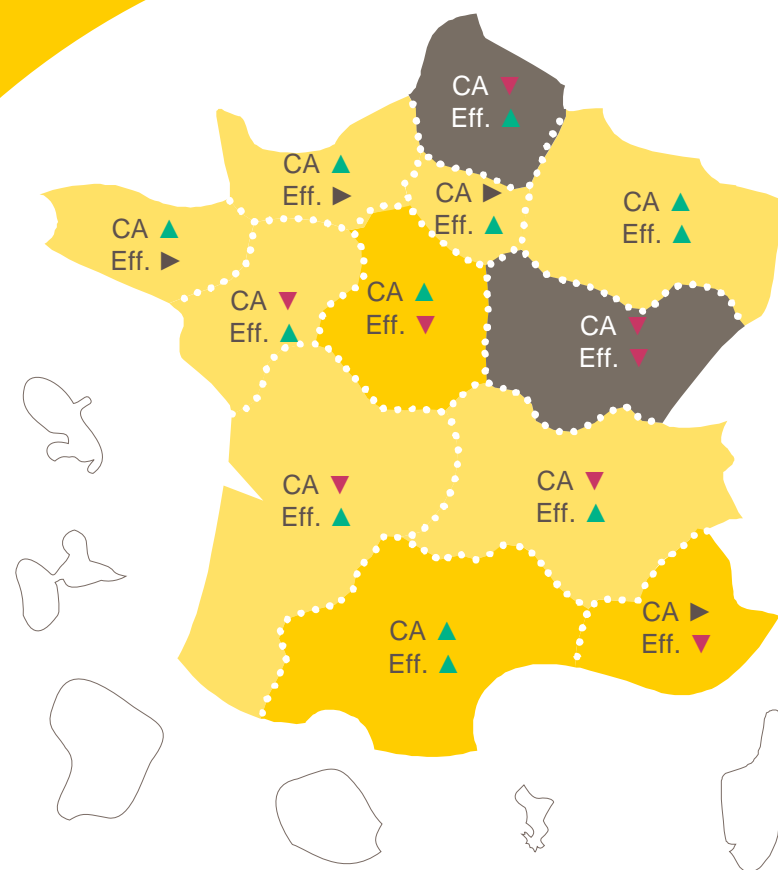
La santé financière des PME s'est améliorée dans toutes les régions, et plus particulièrement en Bretagne. La trésorerie continuerait de s'améliorer à court terme hormis dans les PME du Centre-Val de Loire et des Hauts-de-France. Les dépenses d'investissement ont fortement accéléré en Normandie, dans les Pays de la Loire et en Nouvelle-Aquitaine tandis qu'elles ont nettement ralenti en Auvergne-Rhône-Alpes et dans les Hauts-de-France où les perspectives d'activité pour 2019 ont significativement baissé.

Pour 2020, les perspectives d'activité et d'emploi sont également diverses mais restent toutefois bien supérieures à leur niveau de long terme dans toutes les régions, hormis en Centre-Val de Loire où elles sont au même niveau pour l'activité. Les PME d'Auvergne-Rhône-Alpes sont les plus pessimistes avec une baisse du solde d'opinion sur l'activité et l'emploi de 11 points chacun. À l'inverse, les PME de Normandie, de Nouvelle-Aquitaine et des Hauts-de-France prévoient une accélération de leur activité et de leurs embauches en 2020.

Les résultats détaillés par région sont disponibles dans le focus régional, accessible sur www.bpifrance-lelab.fr

ÉVOLUTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES ET DES EFFECTIFS PAR RÉGION

SOLDE D'OPINION EN %



Évolution moyenne du CA en valeur nominale

- De 1,0 % à 2,9 %
- De 3,0 % à 4,4 %
- 4,5 % et plus
- Non significatif
- ▲ Solde d'opinion en hausse sur un an
- ▶ Solde d'opinion stable sur un an
- ▼ Solde d'opinion en baisse sur un an

CHIFFRE D'AFFAIRES

EFFECTIFS

INVESTISSEMENT

ANNÉE 2019 ⁽¹⁾

	Moyenne 1999 à 2018	Nov. 2018	Nov. 2019	Évolution / Nov. 2018	Moyenne 1999 à 2018	Nov. 2018	Nov. 2019	Évolution / Nov. 2018	Moyenne 1999 à 2018	Nov. 2018	Nov. 2019	Évolution / Nov. 2018
Ensemble des PME	17	25	25		8	16	19		-1	7	7	
10 – 250 salariés	23	34	32		14	24	26		1	9	10	
Moins de 10 salariés	6	8	13		-1	2	8		-4	3	2	
Commerce	15	22	22		7	10	17		-3	7	4	
Construction	10	19	26		6	12	21		-5	6	7	
Industrie	18	30	23		7	19	16		-1	5	5	
Services	22	24	27		13	21	24		2	8	13	
Tourisme	8	18	17		2	5	7		-4	1	-3	
Transports	10	32	27		8	19	16		0	14	1	

ANNÉE 2020 ⁽¹⁾

	Moyenne 1999 à 2018	Nov. 2018	Nov. 2019	Évolution / Nov. 2018	Moyenne 1999 à 2018	Nov. 2018	Nov. 2019	Évolution / Nov. 2018	Moyenne 1999 à 2018	Nov. 2018	Nov. 2019	Évolution / Nov. 2018
Ensemble des PME	18	24	24		12	22	19					
10 – 250 salariés	24	31	29		14	27	23					
Moins de 10 salariés	10	13	15		8	14	13					
Commerce	18	25	21		9	20	13					
Construction	3	12	15		5	16	22					
Industrie	23	31	25		13	26	19					
Services	24	28	31		19	27	24					
Tourisme	8	15	23		1	3	3					
Transports	6	9	12		4	17	17					

(1) Solde d'opinion = (Part des entreprises anticipant une hausse – Part des entreprises anticipant une baisse)



05.



MÉTHODOLOGIE

Définitions

Les indicateurs ou soldes d'opinions sont d'usage classique dans les enquêtes de conjoncture pour suivre dans le temps l'évolution de l'appréciation des principaux paramètres socio-économiques (activité, emploi, exportations, investissements...) et financiers (trésorerie, accès au crédit...).

Ils correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

- **Indicateur en évolution** = [(x % « en hausse ») – (y % « en baisse »)] X 100
- **Indicateur en niveau** = [(x % « bon / aisé ») – (y % « mauvais / difficile »)] X 100

Les pourcentages d'opinion neutre (« stable » ou « normal »), qui font le complément des réponses à 100 %, ne sont donc pas pris en compte dans le calcul de ce type d'indicateur.

Une entreprise est qualifiée « innovante » si elle a réalisé au moins 1 des 5 actions suivantes au cours des 3 dernières années :

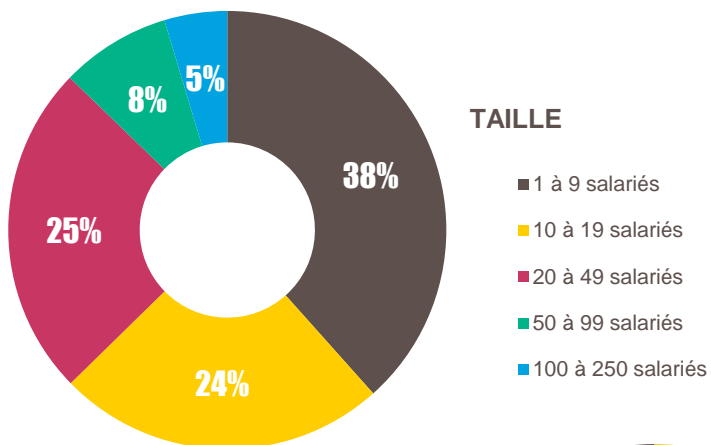
- financer des frais de recherche et développement (interne ou externe) ou recruter du personnel de R&D ;
- acquérir une licence d'exploitation d'un procédé ou d'une technologie ;
- déposer un brevet, une marque, un dessin ou un modèle ;
- développer pour le compte de tiers un produit ou procédé (prestation) nouveau ou significativement amélioré ;
- commercialiser sur le marché un nouveau produit, bien ou service, (hors simple revente de produits nouveaux achetés à d'autres entreprises et hors modifications esthétiques ou de conditionnement de produits précédemment existants) ou utiliser un nouveau procédé (ou méthode) de production, de commercialisation ou d'organisation. De plus, aucun produit ou procédé analogue n'est déjà commercialisé ou utilisé par des concurrents.

Une entreprise « **fortement exportatrice** » réalise plus du quart de son activité à l'international, « **moyennement exportatrice** » entre 6 % et 25 % et « **non exportatrice** » moins de 6 % (y compris 0 %).

Structure de l'échantillon

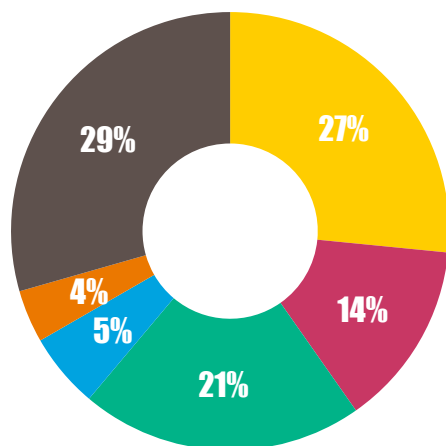
À l'occasion de la 70^e édition de l'enquête semestrielle de conjoncture, 37 000 entreprises des secteurs marchands non agricoles, de 1 à moins de 250 salariés et réalisant moins de 50 M€ de chiffre d'affaires, ont été interrogées de mi-novembre à début décembre.

4 292 réponses reçues avant le 10 décembre, jugées complètes et fiables, ont été exploitées au niveau national et ont fait l'objet de déclinaisons pour l'ensemble des régions excepté la Corse et les Outre-Mer dont le nombre de réponses est insuffisant.



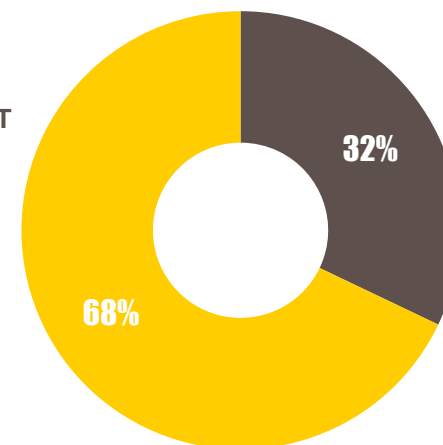
SECTEUR D'ACTIVITÉ

- Industrie (1)
- Construction (2)
- Commerce (3)
- Transports
- Tourisme
- Services (4)



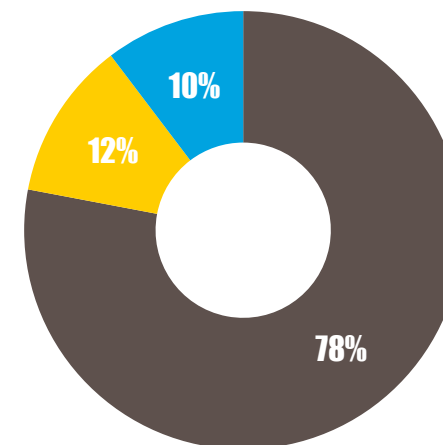
CARACTÈRE INNOVANT

- Innovantes
- Non innovantes



EXPORT

- Non exportatrices
- Moyennement exportatrices
- Fortement exportatrices



(1) 3 % agroalimentaire, 13 % biens intermédiaires, 8 % biens d'équipements, 3 % biens de consommation
 (2) 12 % bâtiment, 2 % travaux publics
 (3) 2 % commerce et réparation automobile, 12 % commerce de gros, 7 % commerce de détail
 (4) 24 % services aux entreprises, 5 % services aux particuliers

Responsables de l'étude : Sabrina El Kasmi, Laetitia Morin
Direction de l'Évaluation, des Études et de la Prospective
Pôle Macroéconomie – Conjoncture.

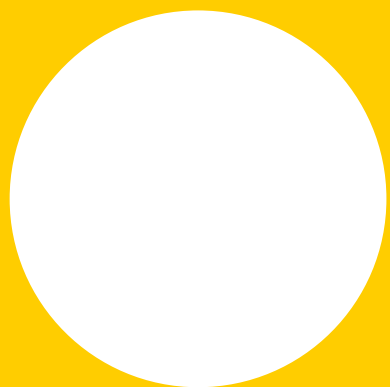
Pour contacter Bpifrance de votre région

[bpifrance.fr](https://www.bpifrance.fr)



27-31, avenue du Général Leclerc
94710 Maisons-Alfort Cedex
Tél. : 01 41 79 80 00

[bpifrance-lelab.fr](https://www.bpifrance-lelab.fr)



SERVIR L'AVENIR



bpifrance-lelab.fr